



L'immeuble à Genève abritant la filiale suisse de Rosneft, Rosneft Trading SA, aujourd'hui remplacée par Energopole. Yvain Genevay

# Le pétrolier préféré de Poutine a rapporté un beau pactole

**OMBRE DU KREMLIN** Le géant russe Rosneft vendait son or noir aux traders suisses, tout en servant la politique de Moscou. Il a payé beaucoup d'impôts au bout du lac. Révélations.

SYLVAIN BESSON  
sylvain.besson@tamedia.ch

Un drapeau russe avachi derrière une vitre teintée: c'est le dernier symbole de ce qui fut le cœur du pouvoir pétrolier du Kremlin à Genève. Au-dessus d'une boutique Louis Vuitton, l'immeuble du N° 2, place du Lac, a longtemps abrité les bureaux genevois de Rosneft, premier producteur de brut russe. Son patron, Igor Setchine, bras droit de Vladimir Poutine, prenait parfois ses quartiers sur la terrasse, dans un bureau de verre dominant la rade.

Aujourd'hui, à cause des sanctions et de la guerre en Ukraine, ne restent ici que quelques employés méfiants, qui refusent d'ouvrir leur épais sas vitré ou de répondre aux questions, quelles qu'elles soient.

Il faut dire que Rosneft et sa filiale genevoise, Rosneft Trading SA (RTSA), n'ont jamais été des entreprises normales. Le groupe public (à 50%) est le plus gros contribuable de Russie, avec son alter ego gazier, Gazprom. Notre enquête montre que sa filiale suisse était étroitement alignée sur la politique étrangère de Moscou.

## Le «Dark Vador» russe

Au départ, Rosneft est né du péché originel du poutinisme. En 2003, le groupe pétrolier privé Ioukos, dont le patron avait critiqué le régime, est brutalement démantelé par les autorités russes. Soutenu par le Kremlin, Rosneft récupère ses champs d'hydrocarbures pour devenir un grand du pétrole mondial.

Selon Catherine Belton, auteure d'un livre de référence sur Poutine et son entourage, c'est Igor Setchine en personne qui a coordonné le démantèlement d'Ioukos. L'homme est depuis toujours l'un des plus fidèles lieutenants du président russe. Il est aussi directeur exécutif de Rosneft depuis 2012.

Surnommé «Dark Vador» pour sa dureté supposée, il vient d'être sanctionné par la Suisse et l'Union européenne. Selon les Européens, il serait «en contact quotidiennement» avec le président russe. «Setchine a sur son bureau deux téléphones, dont l'un est une ligne directe avec Poutine», raconte

un Suisse qui l'a rencontré mais ne souhaite pas être cité nommément. «Et quand Poutine appelle, il se lève et se met au garde-à-vous!»

## Sous la férule de Moscou

À Genève, la filiale suisse de Rosneft s'est implantée en 2011 et a compté jusqu'à 65 employés. Selon des sources qui connaissent l'entreprise, elle était sous contrôle direct de la maison mère. Les pays clés avec lesquels elle travaillait - Inde, Chine, Venezuela, Irak - étaient classés en fonction de leur amitié avec la Russie, et de leur vote lors de l'annexion de la Crimée en 2014.

En 2019, Rosneft Trading projetait d'intensifier ses relations avec des pays sanctionnés par les États-Unis - Venezuela, Cuba, Iran, Syrie... - en profitant du «potentiel de coopération unique» offert par leurs «relations amicales avec la Russie», selon un document en notre possession.

«Setchine a sur son bureau deux téléphones, dont l'un est une ligne directe avec Poutine. Et quand Poutine appelle, il se lève et se met au garde à vous!»

Un homme d'affaires suisses qui a rencontré Igor Setchine

Interrogé sur les relations de Rosneft Trading avec la Russie, son administrateur unique, l'avocat Daniel Richard, déclare que les affaires de la société suisse étaient menées sans instructions de Moscou. «RTSA était une structure commerciale prospère, et non un véhicule pour atteindre des objectifs politiques», précise l'avocat. Elle a conduit ses activités «conformément aux législations locales et internationales et dans le plein respect des sanctions applicables», selon lui.

## Venezuela connection

Après des débuts timides, la filiale genevoise décolle à partir de 2017. Son activité dominante: vendre du pétrole vénézuélien. À l'interne, ce business est mentionné sous un nom de code, «Voronezh», du nom d'une ville du sud de la Russie. Car le Venezuela et son régime socialiste sont déjà sous sanctions américaines.

En 2017, Rosneft prête 6 milliards de dollars au gouvernement de Caracas, soutenu à bout de bras par Moscou. Ce prêt a été rem-

boursé grâce au pétrole brut vendu par Rosneft Trading à Genève. La filiale suisse a aussi orchestré la fourniture de produits raffinés (essence, diesel, etc.) au Venezuela, en échange de brut.

Selon nos informations, ces transactions ont rapporté environ 1 milliard de francs par an à RTSA en 2018 et 2019. La filiale suisse serait alors devenue l'un des plus gros contribuables du canton de Genève. Selon Daniel Richard, elle aurait versé quelque 250 millions de francs suisses au fisc helvétique durant ses dernières années d'activité.

Car le 18 février 2020, l'essor de Rosneft Trading est brisé net. Exaspérées par son commerce avec le Venezuela, les autorités américaines imposent des sanctions à la filiale suisse. Rosneft dénonce des mesures illégales et arbitraires, en vain. Plus personne ne veut travailler avec son antenne genevoise.

Depuis, une nouvelle filiale, Energopole, a pris le relais, avec les mêmes locaux et quelques employés, mais sans le pétrole vénézuélien. Ses activités sont réduites.

## Gros contrat pour Trafigura

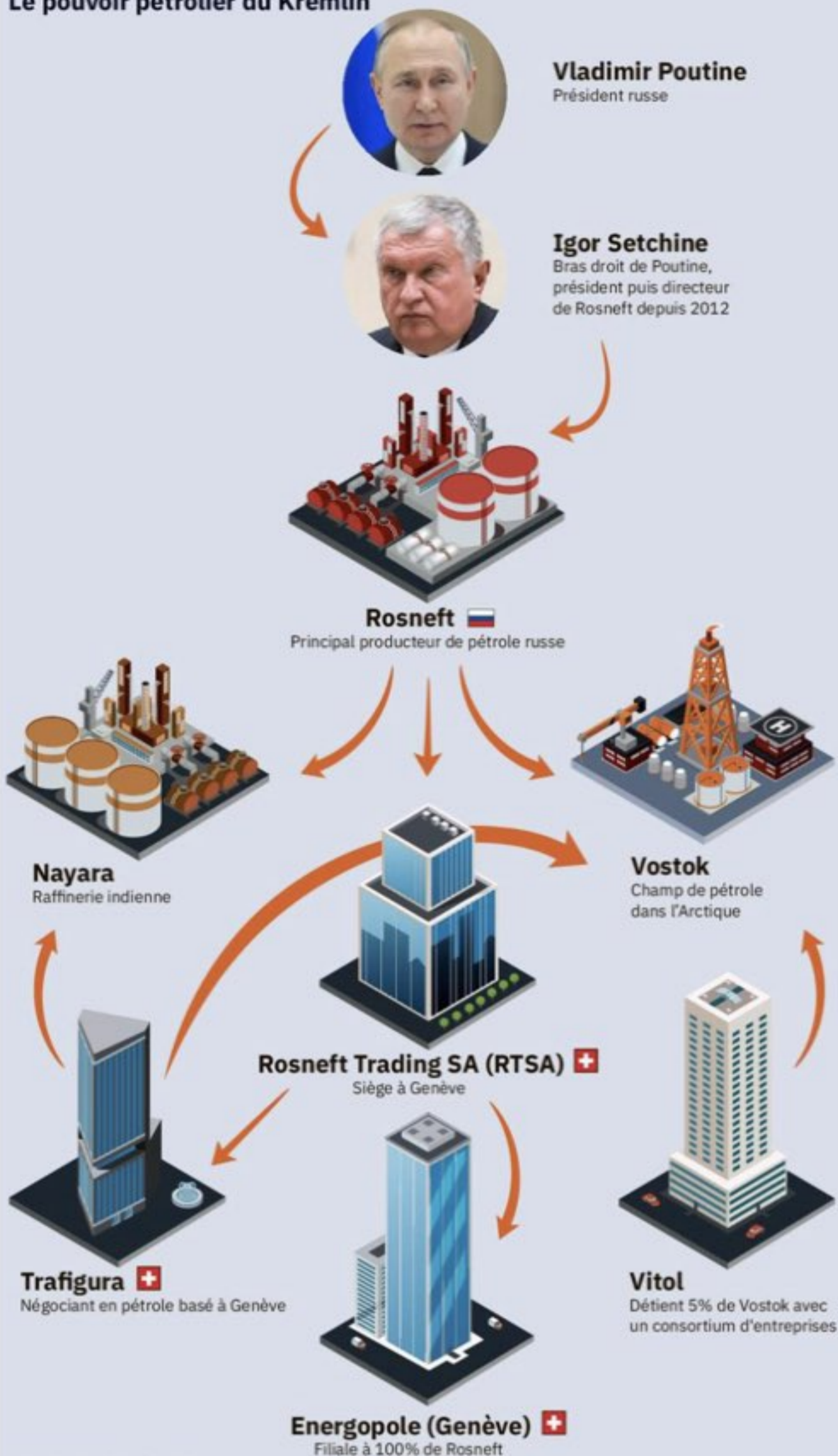
Sa filiale suisse hors jeu, le pétrole de Rosneft continue de couler - en passant par les géants genevois du négoce de matières premières. Et notamment par le plus grand d'entre eux, Trafigura. Selon le cabinet genevois Petro-Logistics, Trafigura est le plus gros acheteur du pétrole brut de Rosneft depuis 2015, loin devant un autre trader suisse, le zougois Glencore.

Nous nous sommes aussi procuré des éléments d'un contrat à long terme entre Rosneft Trading et Trafigura. Appelé «Prince», il détaille les volumes d'hydrocarbures échangés entre les deux entreprises. Ils sont impressionnants: en 2017 et 2018, ces livraisons auraient été d'environ 722'000 barils par jour, tous produits confondus. De quoi rapporter des dizaines de millions de dollars de revenus quotidiens.

Un autre document montre que les livraisons de Rosneft à Trafigura devaient se poursuivre jusqu'à fin 2022. Pour un négociant, ces contrats à long terme sont très confortables. «Le but de tout trader, c'est un accès le plus assuré possible aux sources, commente le spécialiste des matières premières Jean-François Lambert. Ces contrats représentent des barils garantis pour eux.»

Pour les banques, ce type de contrat est très sûr, car elles prêtent en bloc à Trafigura, pas à Rosneft. Et pour le géant russe, les ventes de pétrole aux traders genevois offrent une source de financement stable. Source encore plus précieuse depuis que Rosneft a été visé, en 2014, par des sanctions occidentales qui ont entravé son accès aux capitaux étrangers. Interrogée, la société Trafigura souligne que

## Le pouvoir pétrolier du Kremlin



Graphique: D. Harmel, Source: Tamedia

sa relation avec Rosneft est uniquement basée sur des «intérêts d'affaires mutuels», comme pour d'autres sociétés pétrolières. Elle indique que ses achats de pétrole russe ont baissé depuis le début de la guerre en Ukraine, qu'elle «condamne inconditionnellement».

### Concurrence entre traders

Trafigura n'était pas seul parmi les grands traders genevois à avoir courtisé Rosneft. Ses rivaux Glencore et Vitol ont aussi bénéficié de contrats à long terme. «Rosneft a très bien joué de la concurrence entre les traders pour financer son développement», explique Jean-François Lambert. «Setchine leur disait à tous: tu es mon trader préféré, mais en échange de mon pétrole, tu dois financer mes investissements.»

En 2017, Trafigura a investi dans une énorme raffinerie en Inde, Nayara, aux côtés de Rosneft. L'opération a reçu la bénédiction de Vladimir Poutine et du premier ministre indien, Narendra Modi.

Puis, en décembre dernier, Trafigura a annoncé la vente de sa part dans Nayara, au profit d'un investissement encore plus colossal, le champ pétrolier Vostok, dans l'Arctique russe. Il s'agit du projet phare de Rosneft. Trafigura en a acheté 10%; un consortium dont fait partie Vitol, 5%. Ces investissements sont aujourd'hui gelés en raison de la guerre en Ukraine.

### Une question de morale

Mais les traders genevois continuent de vendre du pétrole russe. Début

## En chiffres

121

milliards de dollars: revenus de Rosneft en 2021

3,1

milliards de dollars: profits de Trafigura en 2021

250

millions de francs: impôts que dit avoir payés Rosneft Trading à Genève lors de ses dernières années d'activité

avril, plusieurs bateaux affrétés par Trafigura chargeaient encore du pétrole de Rosneft dans des ports de la Baltique. «Prendre ce pétrole n'est pas illégal, souligne un trader genevois travaillant dans une entreprise concurrente. C'est juste une question de morale.» Trafigura explique que ces achats sont liés à des contrats signés avant la guerre, qu'elle est obligée d'honorer.

Si certains traders gardent un pied en Russie, d'autres ont préféré couper les ponts immédiatement. Début mars, Shell a renoncé au pétrole russe après avoir acheté un dernier cargo auprès de Trafigura. Un membre suisse du conseil d'administration de Rosneft, le financier Hans-Jörg Rudloff, a démissionné le 26 février, estimant qu'il n'est «plus possible de siéger dans une compagnie publique russe en temps de confrontations militaires».

Les sanctions occidentales ont longtemps épargné le pétrole russe. Mais elles pourraient bientôt porter un coup fatal à ce commerce. Après le 15 mai, il ne sera plus possible pour un trader suisse d'exporter du pétrole de Rosneft dans le monde. Seules des livraisons en Europe seront autorisées. Et l'Union européenne envisage à terme un embargo complet.

Cette semaine, le trader Vitol a annoncé qu'il arrêterait de traiter le pétrole venu de Russie d'ici à la fin de l'année. Trafigura, de son côté, s'engage simplement à «ne pas développer de nouvelles affaires dans le pétrole et le gaz russes».